



**REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES
DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES
ACCUEILLANT DES ENFANTS DE PLUSIEURS COMMUNES**

CONVENTION

ENTRE :

La Commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Pierre LELEUX, dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2001,

ET :

La Commune de LA COLLE SUR LOUP, représentée par son Maire, Monsieur Christian BERKESSE, dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du 3. DEC. 2001....

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} :

En application des dispositions de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 Juillet 1983 modifiée par l'article 37 de la loi n°86-29 du 9 janvier 1986 ainsi que par l'article 11 de la loi n°86-972 du 19 août 1986, chacune des collectivités territoriales susdites s'engage à participer aux dépenses de fonctionnement des écoles publiques de l'autre collectivité au prorata du nombre des enfants inscrits dans ces écoles.

ARTICLE 2 :

Conformément à la loi, les catégories d'élèves pour lesquelles la commune de résidence est tenue de participer sont les suivantes :

- a) Elèves de l'enseignement préélémentaire et élémentaire qui bénéficient d'une capacité d'accueil suffisante mais en faveur desquels le Maire, consulté par celui de la commune d'accueil avant la rentrée scolaire considérée, a donné son accord pour une scolarisation hors de sa commune ;
- b) Elèves qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, avaient déjà commencé leur scolarité maternelle ou primaire sur le territoire de la commune d'accueil ;
- c) Elèves visés par le décret n°86-425 du 12 mars 1986, pris pour l'application du cinquième alinéa de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée.

ARTICLE 3 :

La commune d'accueil est par contre tenue de supporter seule la charge dans le cas d'enfants visés au (a) de l'article 2, qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la commune de résidence ait donné son accord.

ARTICLE 4 :

Chaque année, au 1^{er} novembre, le Maire de la commune d'accueil doit adresser la liste des élèves mentionnés à l'article 2, par catégorie, au Maire de la commune de résidence.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant, du nom et du prénom, de la date de naissance, de l'école ainsi que de la classe fréquentée l'année scolaire précédente, de l'école et de la classe fréquentée au titre de la présente année scolaire, de l'adresse du responsable légal de l'enfant, de la profession et du lieu d'exercice du père et de la mère.

ARTICLE 5 :

Le coût d'un élève est calculé à partir du compte administratif de l'année précédente, sur les articles budgétaires des dépenses de fonctionnement de toutes les écoles publiques de la commune d'accueil, ci-après mentionnés :

<u>IMPUTATION BUDGETAIRE</u>	<u>LIBELLE</u>
64 111 21	Rémunération du personnel de service
60611 21	Electricité, eau, gaz, assainissement des bâtiments scolaires
60612 21	1 ^{er} degré.
611 21	Produits d'entretien
6067 21	Fournitures scolaires gratuites Achat de livres Créations de classes : fournitures
60628 21	Autres fournitures non stockées
6228 21	Indemnité de responsabilité aux directeurs
61558 21	Entretien matériel et mobilier
60632 21	Acquisition de petit matériel
6068 21	Produits pharmaceutiques et d'hygiène
65738 21	Participation frais de séjours classes de neige
6247 21	Frais de transport (Tiers Temps Pédagogique) Prestations de service

ARTICLE 6 :

Le montant de la contribution due par la commune de résidence est égal au produit du coût d'un élève par le nombre d'élèves de cette commune scolarisés sur le territoire de la commune d'accueil.

Pour tenir compte des mouvements de la population scolaire, ce montant est calculé trimestriellement.

Toute inscription d'un nouvel élève hors commune au cours d'un mois vaut facturation pour la totalité du trimestre correspondant. De la même façon, tout retour d'un élève de la commune d'accueil vers la commune de résidence, entraîne la déduction de la participation pour cet élève.

Le premier trimestre correspond à la période de septembre à décembre inclus, le second trimestre, de janvier à mars inclus, le troisième trimestre, d'avril à juin inclus.

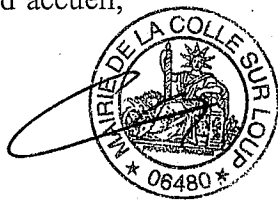
ARTICLE 7 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, sauf décision contraire de l'une ou l'autre des parties, dûment notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, trois mois avant la date d'expiration de la de la présente convention.

Fait en quatre exemplaires

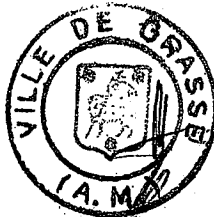
GRASSE, le 17.12.2001

Le Maire de la Commune
d'accueil,



Christian BERKESSE

Le Maire de la Commune
de résidence,



Jean-Pierre LELEUX